

Démocratie et actions collectives



Auteur : France Defrenne, chargée de projets pour le Programme éducation permanente de la Fédération des maisons médicales

La démocratie est au centre des préoccupations de notre mouvement et chaque action que nous menons ou soutenons a pour objectif de la renforcer. Mais qu'en est-il aujourd'hui de notre démocratie ?

Le 1er Forum belge francophone des sciences sociales¹ s'est penché sur cette vaste question. A travers 3 grands axes : démocratie et éducation, démocratie et gouvernance, démocratie et action collective. C'est ce dernier axe qui nous servira de tremplin pour aborder la question.

Dans les carnets de l'Université Ouverte (UO) 2016², on peut lire que « la démocratie manque de vigueur et de dynamisme ». Qu'est-ce que cela signifie ? Manque d'inspiration, manque de conviction, essoufflement ? Et quelles actions collectives pour (re)stimuler les citoyens dont les travailleurs et les usagers de maisons médicales ? Des moyens d'actions existent dont certaines présentées au Forum. Nous en explorerons quelques-unes, histoire de redonner l'envie à l'action citoyenne.

La démocratie en crise ?

La démocratie, c'est le pouvoir du peuple. Par son vote, chaque citoyen, quel que soit le système (majoritaire ou proportionnel) désigne le représentant, le parti qui semble le plus proche de ses valeurs, ses attentes, sa vision de la société. Mais la formation d'un gouvernement nécessite des aménagements, des ententes, des compromis et des négociations entre visions contradictoires qui au final diluent le choix des électeurs et donnent lieu à des coalitions dans lesquelles ils ne se retrouvent pas toujours. Difficile en effet de comprendre pourquoi un parti qui se trouverait en tête des suffrages lors d'une élection ne soit pas représenté au sein d'une majorité gouvernementale. Et pourtant, ce fut le cas lors des dernières élections législatives belges (mai 2014), lorsque le parti socialiste (PS) sorti premier parti francophone avec 11,64% des suffrages³ devant les autres partis traditionnels (MR, Cdh), ne fut pas représenté au gouvernement fédéral. Autre exemple, celui de la Région wallonne, où le mouvement réformateur (MR) a été écarté des discussions, alors que c'était le parti qui avait le plus progressé dans cette région, et où les socialistes se sont alliés aux humanistes (Cdh), en perte de sièges depuis 20 ans.

¹ Co-organisé par l'ABFSA (association belge francophone de sociologie et d'anthropologie) et l'Université Ouverte (UO) de la Fédération Wallonie-Bruxelles, à Charleroi, le 15 décembre 2016.

² Qu'en est-il de la démocratie ?, Les Carnets de l'UO, Charleroi, Éditions de l'Université Ouverte, 2016.

³ <http://www.lalibre.be/page/elections2014>



Selon Evelyne Pieiller, journaliste, « [...] la nation n'est plus porteuse de la volonté générale, mais d'un agrégat de désirs particuliers ; ce qui peut correspondre à un amoindrissement, sinon à une perversion des luttes collectives qui restent à gagner afin de faire advenir les promesses de la démocratie, en particulier l'égalité »⁴.

Ce que la plupart des observateurs constatent dans nos sociétés, c'est une perte de confiance des citoyens en leurs institutions, leurs représentants qui ne semblent plus leur prêter oreille. En parlant de la France, Marie-Anne Cohendet, professeur de droit public à Paris souligne que « [...] le problème est justement que les Français ne semblent plus se sentir véritablement représentés par les hommes politiques. Leur dédain semble si profond qu'ils ne font bien souvent même plus l'effort d'aller voter, même quand l'éventail politique dans lequel ils peuvent choisir a été considérablement élargi. Fort logiquement, le rejet du politique et l'abstentionnisme profitent largement aux partis extrémistes, et en particulier à ceux qui, tout en se réclamant d'elle, remettent en cause la démocratie ». La professeure rajoute que ces « problèmes ne sont pas vraiment spécifiques à la France. Bien d'autres pays sont affectés par la corruption, l'abstention, la montée des extrêmes, en Europe occidentale surtout [...] et cela quel que soit leur régime politique »⁵.

Le repli, avec ses risques

Le fait de ne pas s'y retrouver aboutit à un désintéressement du politique, un découragement voire un repli identitaire renforçant les communautarismes de culture, de religion, de parti et de classe. Pour Marie-Anne Cohendet, citée plus haut, le « dédain du politique est souvent justifié par le sentiment que les politiques ne peuvent pas ou ne veulent pas agir dans certains domaines. Cela tient en particulier à une mondialisation surtout caractérisée par la puissance de certains groupes et à l'invocation des impératifs économiques inhérents au libéralisme économique. Il en résulte un désengagement de l'État de certains domaines, voire une soumission du pouvoir politique aux impératifs économiques. Ainsi, les citoyens constatent l'impuissance du politique à agir sur les problèmes qui les touchent le plus, comme les licenciements, le chômage ou leurs conditions de travail. » Le taux d'abstention lors des présidentielles françaises illustre cette tendance au désengagement du citoyen. En 2017, un électeur sur quatre a préféré ne pas se déplacer pour voter⁶. De même en Belgique, cela fait quelques années que certains ne votent plus (1 sur 5) alors même que le vote y est obligatoire⁷. « Outre ceux qui ne votent pas pour des questions de circonstances (absence le jour du scrutin, maladie ou problèmes de mobilité, par exemple), il y aurait deux profils bien distincts d'abstentionnistes. "D'un côté, les protestataires, pour qui le refus de voter marque une opposition au système politique ou au gouvernement en place. De l'autre, les personnes qui sont aliénées de la politique, soit parce qu'elles ne s'y intéressent pas, soit parce qu'elles n'en comprennent pas les enjeux", souligne Emilie van Haute, politologue à l'ULB et membre du Centre d'études de la vie politique (Cevipol)⁸. » Incompréhensions des enjeux (économiques, sociaux, environnementaux...) mais aussi absence de propositions concrètes des candidats, de propositions touchant directement au quotidien des gens (santé, alimentation, logement). Désintéressement lié à la mise au jour des « affaires » (l'exemple du samu social tout récemment en Belgique) qui bouleverse, déstabilise voire dégoûte le citoyen de la chose publique (injustices, privilèges, abus de pouvoir), désintérêt lié à la complexité du débat politique (organisation concomitantes d'élections aux enjeux divers, architecture institutionnelle de plus en plus complexe en Belgique). Il y aurait deux mondes parallèles, séparés, et déconnectés. Celui des citoyens d'un côté, des politiques de l'autre.

De la confusion et de la difficulté à se situer dans un paysage politique complexe naît un engouement pour des partis extrémistes et populistes. Des discours qui séduisent car semblant plus adressés.

⁴ « Pathologies de la démocratie », Le monde diplomatique, juin 2017, p10.

⁵ Revue Cités 2004/2, n°18, PUF, p.41-61, une crise de la représentation politique ?, Marie-Anne Cohendet

⁶ Le monde, les décrypteurs, 8 mai 2017, Jérémie Baruch, www.lemonde.fr

⁷ Vers un nouveau taux d'abstention record, 22 mai 2014, La Libre.be, Gillioz Valérie

⁸ Op.cit.



Comme celui de la NVA (parti nationaliste flamand) qui est arrivé en tête en Flandres lors des dernières élections fédérales belges avec 20,33% des suffrages. Résultat qui s'explique notamment par « ... une communication très forte sur l'identité, un discours très sec : si vous votez pour nous, vous votez pour un parti qui défend le Flamand qui travaille dur en opposition au Wallon paresseux »⁹, et un programme très concret : « moins d'Etat en ce qui concerne la sécurité sociale, mais davantage en matière de sécurité et de répression »¹⁰. Des propositions concrètes et un responsable identifié. Selon Chantal Mouffe, philosophe belge, professeure de théorie politique à l'Université de Westminster (interview au Soir du 27 avril 2017) les « partis sociaux- démocrates ont accepté l'idée qu'il n'y avait pas d'alternative à la globalisation néolibérale. Elle parle de « consensus au centre » qui consiste en un « rapprochement entre centre droit et centre gauche, qui fait qu'il n'y a plus de différence fondamentale entre les projets politiques ». Pour elle, nous « sommes dans une pause démocratique » et le populisme est « une dimension nécessaire de la démocratie ». Pour le Groupe consultatif économique européen qui a analysé les conséquences économiques d'une politique populiste, le populisme semble être une fatalité dans un contexte de crise. « Quels que soient les époques et les continents, les populismes de droite comme de gauche prospèrent en période de crise. Leurs mesures sont destinées à ceux qui redoutent de perdre leur statut social et qui se sentent abandonnés par les dirigeants politiques en place »¹¹.

Pause démocratique ? Populisme, dimension nécessaire de la démocratie ? Plus de crise, plus de populisme ? C'est une fatalité et on ne peut rien y changer ? Selon Marie-Anne Cohendet, citée plus haut, « loin des hypothèses pessimistes, on peut considérer que, s'il y a crise, ce n'est pas une crise affectant l'existence de la démocratie elle-même, mais plutôt une crise d'adolescence de la démocratie représentative. Avec tout ce que cela comporte d'inquiétant, par la démesure où elle peut conduire, et de rassurant, puisque c'est un progrès décisif vers l'âge adulte. Car, derrière ces problèmes traduisant un désenchantement douloureux, on perçoit clairement une crise d'identité, une prise de conscience et une révolte face à la complexité et aux limites de la démocratie représentative. Or ces phénomènes reflètent essentiellement une plus grande maturité des citoyens qui, pour la plupart, souhaiteraient non pas une remise en cause de la démocratie, mais une démocratie plus réelle »¹². Restons optimistes donc !

Les moyens de la reconquête

Redonner de l'élan à la démocratie, c'est poursuivre l'opposition. Comment ? Les manifestations de grande ampleur ne semblent plus suffire. Pour exemple, la manifestation contre les risques des centrales nucléaires qui a rassemblé une chaîne humaine de 50.000 personnes étendue sur trois pays en juin dernier n'a eu que très peu d'écho dans la presse alors que l'enjeu est majeur pour notre planète. Cependant, pour Geoffrey Pleyers (le soir, 27 juin 2017, p.18), spécialiste des mouvements sociaux, l'impact pourrait venir plus tard. En effet, « [...] cette mobilisation n'aurait pas pu directement chambouler tout l'agenda politique en Belgique ». Lorsqu'on s'engage pour la transformation d'un système, il faut du temps. Selon les enjeux (économiques, sociaux, politiques), la mobilisation sera plus ou moins longue et aura des effets plus ou moins immédiats. Dans le cas du nucléaire, c'est un temps long. A contrario, ce fut un temps court dans le cas du projet de commercialisation d'un centre pour sans-abris à Anvers, qui, grâce à un important mouvement des travailleurs sociaux n'a pas abouti.

Au-delà du temps, il y a les conditions nécessaires. Selon le contexte, l'agenda politique, l'ampleur du mouvement ou le niveau (communal, régional, ...), les actions auront plus ou moins d'impacts sur les décisions de nos gouvernements.

Le constat est que de nombreux militants de notre mouvement ont la sensation que les manifestations, loin d'être un moyen de contestation révolu, doivent se poursuivre mais en s'adjoignant de nouvelles manières de se mobiliser pour faire changement. En créant de la solidarité notamment.

⁹ Le Vif, La NVA est dangereuse, Olivier Mouton interview d'Ico Maly, auteur d'une analyse idéologique de la NVA

¹⁰ Ibidem

¹¹ Le Vif, les conséquences économiques d'une politique populiste, P. Jassogne, mars 2017

¹² Ibidem



L'exemple des Community land trust (CLT) va dans ce sens. Il s'agit d'Asbl qui acquièrent, possèdent et gèrent des terrains, des bâtiments pour les rendre plus accessibles aux personnes à bas revenus. C'est ce que des associations ont mis en place pour répondre à la crise du logement à Bruxelles. Inspiré du modèle américain, l'idée est que le sol doit être utilisé pour répondre aux besoins des habitants et non comme un bien spéculatif. Il s'agit d'un projet participatif et solidaire qui s'inscrit dans la durée et traverse les générations.

D'autres moyens de résistance existent pour stimuler la vie démocratique et la réflexion citoyenne. Les Forums citoyens comme le G1000 organisé en Belgique, dont l'objectif fut de rassembler une grande diversité de personnes autour de la table pour définir des priorités ensemble, partager des besoins et proposer des recommandations pour influencer sur les choix politiques de nos représentants. Récemment, on a beaucoup parlé des rassemblements « nuit debout » qui sont des moments de rencontres spontanées où qui veut prend la parole, exprime ses idées, les défend, les met en débat. Un mouvement initié (en France) pour (r)éveiller. Tout comme à l'époque de la Grèce antique, la place publique est un lieu de rassemblement social et politique qu'il faut (ré)occuper. Il y a aussi un niveau plus local¹³ où l'exercice de la citoyenneté peut s'exprimer. Les conseils de quartier par exemple. Structures associant les habitants d'un quartier, d'une commune à sa gestion notamment autour de la confection d'un budget participatif dans lequel des citoyens peuvent affecter une partie du budget de leur commune à un projet en particulier (développement d'un centre de santé, création d'un espace vert). Série de lieux d'échanges, de concertations, de délibérations, série de mécanismes qui permettent la mise en lien, et la participation à la décision. Tous ces moyens sont à notre disposition avec leurs forces et faiblesses, certains sont locaux ou nationaux, spontanés ou organisés, de réflexion ou d'action. Cumulés, ils peuvent nous porter.

Internet constitue quant à elle une mine d'informations et les réseaux sociaux (Facebook, Twitter...) un moyen de communication incontournable. En Belgique, un groupe Facebook est parfois créé au niveau d'une commune afin d'organiser l'échange d'informations et d'opinions. « En 2015, au lendemain des manifestations des indignés en Espagne, des élections improvisées se sont tenues en ligne. Le soutien reçu par les représentants du peuple était tel que les vrais politiciens ont dû en tenir compte et qu'en conséquence plusieurs activistes se sont vu attribuer une véritable fonction politique » (Le vif, carte blanche, 17 août 2017). L'utilisation des réseaux sociaux, des plateformes citoyennes, de logiciels de débat sur le net peut être un bon vecteur de communication et d'échanges d'idées. Cependant, comme nous le rappelle Olivier Schmitz, sociologue, et Gaëlle Chapiro, chargée de projet à la Fédération des maisons médicales, Facebook, par exemple, « constitue [...] potentiellement un instrument de mobilisation, d'émancipation et de changement collectif. Cependant, ses dessous et son fonctionnement échappent en grande partie à ses utilisateurs. Ceux-ci s'exposent ainsi à des risques à la fois légaux et éthiques, dont celui de contribuer à l'extension du marketing ciblé »¹⁴. Prudence et vigilance sont donc de mise.

Enfin, pratiquer l'humour, utiliser l'art, écrire et publier (cartes blanches¹⁵), faire ensemble avec des asymétries (Tout autre chose, Acteurs des temps présents ...) pour dénoncer la société néo-libérale et les drames qu'elle engendre, sont autant d'autres pistes explorables.

Au sein d'un mouvement

A travers ses publications (analyses, études, santé conjugulée), ses formations, et ses animations, la Fédération met le focus sur des initiatives et soutient les équipes en amenant du débat sur des thèmes allant du plus global au plus particulier (système de santé, organisation de la maison médicale, prise de décision en équipe, financement ...). Des rencontres qui amènent outre de l'information et de la réflexion, des compétences et des

¹³ « Repeindre les façades ou percer de nouvelles fenêtres », Gaëlle Chapiro, SC60, avril 2012, p.92

¹⁴ Santé conjugulée 73 décembre 2015

¹⁵ Lire dans Le vif, juillet 2017, "La ministre De Block fait effectuer un audit sur les maisons médicales par des lobbyistes de la privatisation des soins de santé" Sofie Merckx et Dirk Van Duppen, médecins généralistes et spécialistes de la santé PTB et, L'AGW "effarée" par la décision de Maggie De Block au sujet des maisons médicales, agence belga, 28 juillet 2017.



moyens pour décoder l'actualité et soutenir une prise de conscience et une analyse critique des enjeux sociaux, politiques, économiques de société dans et hors de notre secteur.

Questionner le modèle de société, le système face aux inégalités persistantes pour « [...] permettre au plus grand nombre de disposer de grilles de lecture et de moyens d'action pour pouvoir porter leurs besoins, leurs attentes mais aussi leurs propositions » ¹⁶.

A l'heure du moratoire sur les pratiques forfaitaires et de l'audit qui touche de plein fouet les maisons médicales, notre vision du système de santé doit être encore plus affirmée et défendue. Une vision basée sur des valeurs de solidarité, de justice sociale et d'égalité. Continuer à descendre dans la rue comme ce fut le cas en novembre 2016 à Bruxelles, cela reste essentiel pour certains. Car même si cela ne semble plus influencer sur les décisions de l'Etat, cela produit de la solidarité, un sentiment d'appartenance, du débat et cela permet de faire passer des messages. Pour d'autres, l'énergie est à mettre ailleurs, dans l'interpellation directe des représentants politiques avec des actions médiatiques à large portée. On voit bien que l'action militante doit s'adapter à l'interlocuteur politique, s'il veut être efficace. Deux voies possibles et que nous gagnerions sans doute à combiner, en continuant d'inventer de nouveaux moyens.

De la réflexion, de l'information, de la formation, de l'action avec de la convivialité, de la spontanéité et de la solidarité sont autant d'ingrédients nécessaires pour que la sauce prenne. Comme le souligne Gaëlle Chapoix¹⁷ dans un article sur la théorie de la transition, « plutôt que de s'attaquer « individuellement » au régime dominant, les alternatives ont [...] avantage, [...] à se mettre en réseau pour développer une vision alternative et « mûrir » ensemble pour se préparer à profiter des fenêtres d'opportunité qui s'ouvriront avec les chocs et pressions successifs sur le paysage ». Le changement ne vient pas du jour au lendemain, il passe par une série de moments plus ou moins douloureux, des moments qui propulsent et d'autres qui désenchangent. Il doit être porté collectivement. Nous, militants, devons faire de chaque étape une opportunité pour rebondir. Un bon dosage dans le panel des moyens à notre disposition rendra l'action plus percutante pour atteindre notre objectif de transformation de la société.

¹⁶ Les carnets de l'UO, Qu'en est-il de la démocratie ?, Développer des capacités d'analyse, de choix, d'action et d'évaluation, Centre permanent pour la citoyenneté et la participation, p.44, 2016

¹⁷ La théorie de la transition, comme éclairage pour les alternatives, Gaëlle Chapoix, SC57, 1er juillet 2011